

ESPAGNOL

ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS

ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT

Manuelle PELOILLE, Christophe GIUDICELLI

Coefficient : 3 ; Durée : 6 heures

Le nombre de candidats est resté stable cette année, à un niveau honorable. Trente candidats ont composé en espagnol pour cette épreuve contre 32 l'an dernier.

Les résultats démontrent une amélioration relative de la langue, tant en ce qui concerne la compréhension littérale des textes que pour ce qui est de l'expression proprement dite. Cela explique sans doute la disparition des notes les plus basses, puisque la première copie (dans l'ordre croissant des notes) a obtenu 3/20 (contre 0,5 l'an dernier). Peu de bonnes copies en revanche, puisque seul un candidat a obtenu 16/20 et que la meilleure note suivante (14) a également été attribuée une seule fois, la note la plus attribuée étant celle –passable– de 9/20.

Ce tassage des notes s'explique essentiellement par la difficulté généralement éprouvée par les candidats à mener une analyse sur les textes proposés, plus que par leur méconnaissance factuelle du mouvement péroniste, qu'il aurait été peu réaliste au jury d'exiger de candidats de Première supérieure, dont la préparation est nécessairement généraliste.

Il s'agissait donc pour les candidats d'analyser et de commenter cinq textes présentant une vision contrastée du phénomène politique majeur de l'histoire contemporaine argentine : le péronisme. Pour éviter des confusions trop importantes, le cadre chronologique avait été réduit à la période 1945-1973, correspondant à la participation directe du général Juan Domingo Perón à la vie politique de son pays, depuis l'interruption brutale de son dernier mandat par le coup d'Etat de 1955 connu sous le nom de *revolución libertadora* jusqu'à son retour d'exil, en juin 1973, qui inaugura une ère de sanglants affrontements entre les secteurs les plus droitiers de son mouvement et la « tendance révolutionnaire », très proche de la guérilla péroniste des Montoneros.

Les textes proposés présentaient le péronisme sous un jour polémique et faisaient la part belle aux débats à la fois sur le bilan de la présidence de Juan Domingo Perón (1945-1955) et sur la nature réelle (et composite) du mouvement qui se réclame toujours de lui, le justicialisme. S'il est bien évident que l'on ne pouvait exiger une connaissance exhaustive de la doctrine péroniste –par ailleurs malaisée à cerner– ni une maîtrise parfaite des méandres de l'histoire politique argentine contemporaine, on était cependant en droit d'attendre des candidats qu'ils soient au moins en mesure de situer correctement les textes proposés dans le cadre historique général de l'Amérique latine, surtout, de faire preuve d'esprit critique dans leur lecture et leur analyse. La correction des copies aura démontré que, pour une partie non négligeable d'entre elles, que ces deux qualités pourtant élémentaires étaient parfois émoussées.

Concernant le premier point, sans doute n'est-il pas inutile de rappeler que l'Amérique Latine est une partie importante du programme et que toute impasse peut être fatale. Les correcteurs ont eu la déconvenue de voir que malgré un choix de textes qui jalonnait précisément la période considérée, Perón devenait parfois un contemporain des fascismes

européens, sa « dictature » se situant quelque part dans les années 1930. D'une manière générale, le contexte historique et politique latino-américain semble avoir été traité avec un peu trop de légèreté, et le jury, conscient du poids général de la préparation à l'ensemble du concours, n'en conseille pas moins aux candidats de travailler davantage la chronologie et de « creuser » davantage les fiches concernant les grands sujets de cette Histoire latino-américaine.

Le second point est nettement plus fâcheux. Il concerne le manque d'esprit critique dont a fait preuve une trop grande partie des candidats dès la lecture des textes proposés à l'analyse. Le jury a eu la nette impression que les candidats ont lu trop vite et ont construit une argumentation davantage à partir des connaissances qu'ils avaient — à partir de leurs fiches de révision, souvent défaillantes, ainsi que nous venons de le voir — au lieu de s'attacher à bâtir un commentaire qui tienne compte des documents qui étaient mis à leur disposition. Les devoirs qui ont obtenu les meilleures notes n'étaient pas les mieux « informés », mais bien ceux qui ont su percevoir les enjeux polémiques des différents textes et, surtout, construire une problématique fondée sur les très fortes tensions que ceux-ci entretenaient entre eux, sans succomber au mirage trompeur de la fiche sur le « populisme » ou se laisser séduire par l'éclat d'un grand nom (Borges, Vargas Llosa) en oubliant que dans un contexte de débat politique, il n'y a pas de source pure et que les grands écrivains sont également souvent partie prenante de ces débats, dans lesquels ils pèsent de tout leur capital symbolique pour appuyer une opinion. Le cas de Borges est bien connu, ou devrait l'être mieux : l'auteur de *Fictions* a toujours été l'un des plus féroces contempteurs du péronisme, auquel il reprochait, outre un certain autoritarisme, de faire participer les classes populaires au débat politique, en contradiction avec sa propre vision aristocratique de la chose publique. Il ne s'en est d'ailleurs jamais caché, et la tonalité du texte proposé ici n'aurait dû laisser aucun doute à tout candidat qui se serait donné la peine d'en faire une analyse lexicale même sommaire : il s'agit évidemment d'un portrait à charge ou l'animosité contre Perón le dispute au mépris pour le « peuple péroniste » brandi par les partisans du justicialisme, et qui apparaît ici sous des traits presque animalisés. La phrase suivante, notamment, aurait dû alerter le candidat le moins averti : *El dictador traía a la Plaza de Mayo camiones abarrotados de asalariados y adictos, por lo común de tierra adentro*. Ces camions de bestiaux péronistes, à en croire Jorge Luis Borges, seraient d'autant plus barbares et peu à même de participer à la vie publique (la Place de Mai, située entre le palais présidentiel, le Cabildo historique et la cathédrale est un des hauts lieux de la vie politique argentine) qu'ils viennent de *tierra adentro*, un vieux concept utilisé lors des siècles coloniaux pour désigner les espaces les Indiens n'étaient pas encore totalement contrôlés et constituaient encore un danger pour la Couronne et ses représentants. En d'autres termes, le discours de Borges n'est en rien plus « objectif » ou « neutre » (deux catégories extrêmement dangereuses dans un contexte d'analyse politique) que les discours du général Perón lui-même, et ils doivent être traités avec le même souci critique. Le terme même de « dictateur » employé pour désigner un président qui a toujours tiré sa légitimité du suffrage populaire est déjà en soi une prise de position, d'autant que Borges, comme tant d'autres intellectuels de sa génération, a ouvertement appuyé le coup d'Etat militaire de 1955, de même que celui de 1976 (au moins dans un premier temps) qui, eux, dans les deux cas, renversaient l'ordre constitutionnel. On regrettera plus amèrement encore que le premier texte, texte de loi émanant de la junte militaire au pouvoir depuis 1955 et qui proscrit toute référence au péronisme ait pu être présenté comme une victoire de la démocratie, et que ses attendus aient pu être repris tels quels dans certaines copies, sans qu'aucun doute sur sa légitimité n'ait été seulement émis.

Cette dernière remarque nous conduit à souligner l'écueil principal qui a fait sombrer un certain nombre de candidats. Il s'agit de l'usage indiscriminé et surtout mal contrôlé de la catégorie de « populisme ». Il était naturellement légitime de s'appuyer sur cette

dénomination, étant donné que le péronisme est réputé *urbi et orbi* comme étant l'une de ses incarnations les plus abouties. Encore fallait-il pouvoir s'en servir comme outil d'analyse (par exemple pour souligner l'extrême ambiguïté d'un mouvement nationaliste et populaire qui emprunte autant à l'imaginaire anti-impérialiste et au dirigisme étatique socialiste qu'à une mythologie nationaliste, au culte du chef et à une vision corporatiste du syndicalisme qui révèle une influence fasciste ou proto-fasciste). Les textes proposés présentaient justement un panel assez représentatif de ces contradictions, qu'une étude croisée pouvait permettre de mettre en lumière, ce qui a été fait avec bonheur dans quelques copies. Dans une majorité d'entre elles, malheureusement, c'est la reproduction maladroite d'une fiche sur le « populisme » qui aura tenu lieu d'analyse, les documents proposés ne venant qu'épisodiquement illustrer un propos d'autant moins solide qu'il s'appuyait sur une catégorie problématique en soi. S'il y a un « fascisme », un « socialisme réel », etc., ce qui caractérise la catégorie « populisme » c'est au contraire son absence d'unité, et sa capacité à caractériser de l'extérieur des régimes parfois totalement dissemblables. Il ne s'agit pas (ou plus) d'une doctrine ou d'une influence idéologique assumée par les acteurs politiques concernés par cette appellation, mais bel et bien d'une catégorie de disqualification généralement utilisée par les adversaires de tel ou tel régime pour en dénoncer le caractère démagogique et les tendances autoritaires. Autrement dit, il s'agit ici encore d'une catégorie polémique qui, en l'absence de toute définition précise, doit être située précisément dans son contexte d'énonciation. Une analyse du culte de la personnalité et des mécanismes de contrôle social déployés lors des premières présidences du général Perón, sur fond de discours en appelant à la légitimité du peuple producteur peut permettre par exemple de cerner les contours du péronisme au pouvoir et permettre un usage pertinent de ce concept. En revanche, l'invocation d'un article de circonstance de Mario Vargas Llosa ou la citation d'une diatribe d'Enrique Krauze (deux références courantes sous la plume des candidats) ne peuvent en rien donner de la force à une analyse des textes proposés s'ils ne sont pas situés précisément. Dans les deux cas, il s'agit de tribunes publiées dans des organes de presse conservateurs par deux figures intellectuelles latino-américaines connues pour leur aversion contre tout régime se réclamant peu ou prou de la gauche et spécialistes de ce genre de prises de position. S'il est parfaitement légitime d'utiliser ce genre de références pour illustrer la vigueur du débat, il est en revanche peu sérieux de reprendre leurs arguments comme s'il s'agissait d'outils d'analyse scientifiques : il va de soi que l'usage qu'ils feront de la catégorie de « populisme » aura une vocation essentiellement polémique et servira avant tout à disqualifier leur adversaire politique (Fidel Castro, le PRI, Hugo Chávez, le péronisme, etc.).

Enfin, pour ce qui est de l'organisation formelle des devoirs, le jury a apprécié l'effort de clarté généralement consenti, même s'il attire l'attention des candidats présents et à venir sur le fait que poser une question en introduction ne suffit en aucun cas à construire une problématique. Il invite donc de manière assez classique candidats et préparateurs à persévéérer dans le travail d'organisation de l'argumentation propre à ce genre d'exercice.